



**IDRC · CRDI**

International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international



Adaptation Research Alliance

# Faire progresser l'égalité des genres et l'inclusion sociale grâce à l'action climatique

RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT | RÉSULTATS DE LA CONSULTATION | DÉCEMBRE 2021



Canada

## À propos de l'Alliance pour la recherche sur l'adaptation



L'[Alliance pour la recherche sur l'adaptation](#) (ARA) rassemble des bailleurs de fonds, chercheurs et praticiens afin de catalyser l'augmentation des investissements dans la recherche orientée vers l'action, en fournissant une plateforme commune pour la planification de la recherche et son application. Elle s'appuie sur [l'appel à l'action lancé par les Nations Unies en 2019](#) et vise à fournir les connaissances scientifiques et techniques de pointe nécessaires pour informer et étayer les travaux de la Coalition pour l'action en matière d'adaptation. À ce jour, plus de 110 organisations dans 40 économies ont rejoint l'Alliance.

## À propos du Centre de recherches pour le développement international



Le [Centre de recherches pour le développement international \(CRDI\)](#), qui s'inscrit dans l'action du Canada en matière d'affaires étrangères et de développement, investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance dans les pays en développement. [Le CRDI est membre de l'ARA.](#)

## À propos d'Inclusive Innovation



[Inclusive Innovation](#) propose des ateliers axés sur des sujets alignés sur [la mission de l'objectif de développement durable de l'ONU](#) d'apporter «de paix et de prospérité pour l'humanité et la planète, pour aujourd'hui et pour l'avenir». Une équipe internationale de facilitateurs conçoit et organise des réunions, des ateliers et d'autres événements interactifs et engageants qui facilitent les moyens nouveaux et inattendus de résoudre des défis complexes.

## Crédit photo

Image de couverture : Mokhammad Edliadi/CIFOR, sous licence CC BY-NC-ND 2.0

## Remerciements

Cette consultation et cette synthèse ont été rendues possibles grâce aux efforts, aux connaissances et aux compétences de :

- Madiha Ahmed, Heidi Braun, Kristin Corbett, Bruce Currie-Alder, Georgina Kemp, Marie-Ève Landry, Edita Lindsey, Erika Malich, Wendy Manchur et Cathy Sturgeon du CRDI (conception et synthèse, coordination et animation de l'atelier, prise de notes, et examen sommaire)
- Tim Dunne, Puleng Makhoalibe, et Vincent Virat d'Inclusive Innovation (conception et animation de l'atelier)
- Mary O'Neill (rédactrice du résumé du président)

Nous remercions également les 42 personnes ayant répondu au sondage et les 28 participants aux ateliers, dont le temps généreux et l'esprit créatif ont fait de cette consultation un succès.

# Contenu

<b>Résumé</b> .....	3
<b>1. Ce que nous cherchons à réaliser</b> .....	5
<b>2. Nouvelles priorités en matière de recherche-action</b> .....	5
Adopter une approche transversale pour une recherche participative et inclusive .....	6
Intégrer les questions de GESI dans le développement d'interventions résilientes face aux changements climatiques .....	9
Faire progresser les résultats des questions de GESI en informant les actions institutionnelles et politiques .....	11
Renforcer l'autonomie et l'accès aux ressources des groupes marginalisés.....	14
<b>3. Observations transversales</b> .....	17
Intégrer l'« inclusion » dans la conception et la composition des initiatives de recherche .....	17
Diversifier le vivier de compétences et d'expériences .....	18
Créer des occasions d'apprentissage par les pairs.....	18
Équilibre entre les niveaux locaux et nationaux .....	19
<b>4. Réflexions du président sur la consultation</b> .....	19
Le processus de l'atelier .....	19
Le processus de sondage .....	20
Lacunes dans la représentation du sondage .....	21
Lacunes dans la participation aux ateliers .....	21
<b>Annexe A : Processus de consultation</b> .....	22
<b>Annexe B : Tableaux récapitulatifs des résultats du sondage</b> .....	24
<b>Annexe C : Participants inscrits à l'atelier</b> .....	30

# Résumé

En tant que membre de l'Alliance pour la recherche sur l'adaptation (ARA), [lancée lors de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2021](#) (COP26), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) travaille avec le secrétariat de l'Alliance pour superviser un processus consultatif visant à ancrer la perspective de la recherche orientée vers l'action dans un ensemble de thèmes. L'objectif est de mettre en évidence les possibilités de coopération, les obstacles à la recherche-action et la manière dont l'Alliance peut agir sur ceux-ci.

De septembre à décembre 2021, le CRDI a organisé une consultation en deux parties sur la prise en compte de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale (GESI) dans l'action climatique. La consultation a consisté en un sondage et une consultation virtuelle, afin de faire émerger des priorités et des recommandations pour une recherche qui fasse progresser l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans le contexte des changements climatiques. Le présent rapport résume les conclusions de cette consultation.

L'expérience de la recherche-action sur les changements climatiques nous apprend que la vulnérabilité aux changements climatiques est influencée par un large éventail de facteurs sociaux et économiques qui se s'entrecroisent. Nous devons donc prêter attention à la différence de vulnérabilité entre les groupes afin de mener une action juste et efficace, et d'obtenir des résultats durables. Actuellement, les considérations relatives aux inégalités sociales et de genre ne sont pas toujours systématiquement ou efficacement intégrées dans les programmes de recherche ou dans la conception des projets. Cela compromet les avantages pour les femmes, les filles et les autres groupes marginalisés. Les stratégies visant à renforcer la capacité d'adaptation et la résilience doivent être socialement inclusives et sensibles au genre – voire transformatrices – ou elles risquent de perpétuer les schémas de pouvoir et de marginalisation.

Quatre points d'entrée pour la recherche-action ont été ciblés et explorés lors de cette consultation, et sont présentés en détail dans ce résumé :

- Adopter une approche transversale pour une **recherche participative et inclusive**
- Intégrer les questions de GESI dans le développement **d'interventions** résilientes face aux changements climatiques
- Faire progresser les résultats des questions de GESI en **informant les actions institutionnelles et politiques**
- Améliorer **l'accès aux ressources et à l'agence** des groupes marginalisés

Ces points d'entrée existent le long du continuum de la recherche-action. Ils ont offert aux participants l'occasion d'approfondir la façon dont les résultats relatifs aux questions de GESI peuvent être renforcés par la conception et les méthodologies de recherche, dans les interventions de recherche-action, en s'engageant dans les politiques d'action climatique à différents niveaux, et en donnant des moyens

d'action aux groupes marginalisés et en augmentant leur accès aux ressources, y compris le financement et la formation.

42 réponses à l'enquête ont permis de définir les points de départ des discussions de l'atelier. Ils ont également ciblé les obstacles et les possibilités d'aborder les questions de GESI dans la recherche-action sur les changements climatiques. Un résumé des priorités, des obstacles et des actions ciblés dans le sondage se trouve à l'annexe B, avec plus de détails sur le processus de mise en œuvre du sondage et les répondants à l'annexe A.

Un atelier interactif en ligne organisé le 1er décembre a permis à 28 participants de développer et d'affiner les possibilités d'actions liées à chacun de ces quatre points d'entrée, et de discuter plus en profondeur de la valeur ajoutée par l'adoption d'une approche collaborative pour aborder les questions de GESI dans la recherche-action sur les changements climatiques. Les résultats d'une activité de remue-méninges et d'une discussion supplémentaires sur ces points d'entrée sont présentés dans la section 2 du présent résumé, tandis que la section 3 met en évidence les observations transversales qui sont apparues dans plusieurs points d'entrée. Il s'agit notamment de la nécessité de :

- s'attaquer à l'inégalité et à l'exclusion dans le processus de recherche lui-même, ainsi que dans la composition des équipes et des réseaux – en faisant appel aux organisations de défense des droits des femmes, aux groupes de travailleurs et à d'autres personnes ayant la capacité et la capacité de mobiliser les groupes marginalisés et de remettre en question les structures de pouvoir en place;
- diversifier le réservoir d'expertise et d'expérience nécessaires afin de soutenir une recherche davantage participative et des résultats inclusifs;
- créer des possibilités d'apprentissage par les pairs entre les initiatives et les réseaux, y compris avec les groupes marginalisés;
- être ambitieux en faisant le lien entre l'action locale et l'influence nationale/régionale, en reconnaissant que la lutte contre l'exclusion au niveau local exige de s'attaquer aux normes sociales plus larges et aux politiques nationales qui sous-tendent les systèmes de discrimination.

Enfin, la section 4 présente des réflexions sur le processus de consultation lui-même.

# 1. Ce que nous cherchons à réaliser

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) travaille avec le secrétariat de l'Alliance pour la recherche sur l'adaptation (ARA) pour superviser un processus consultatif visant à ancrer la perspective de la recherche orientée vers l'action dans un ensemble de thèmes. Alors que l'Alliance envisage de catalyser et d'accroître les investissements dans la recherche et l'innovation en matière d'adaptation afin de renforcer la résilience des communautés vulnérables, elle vise à déterminer les obstacles à l'action et les possibilités de les surmonter en favorisant les collaborations entre les disciplines et les groupes de parties prenantes.

De septembre à décembre 2021, le CRDI a organisé une consultation afin de dégager des priorités et des recommandations pour une recherche-action qui ferait progresser l'égalité des genres et l'inclusion sociale (GESI) dans la lutte contre les changements climatiques.

Ce résumé présente les points d'entrée, les obstacles et les occasions prioritaires mis en évidence par 42 répondants au sondage et approfondis par 28 participants aux ateliers réalisés au cours de cette consultation. Elle vise à informer les appels à la recherche à venir concernant l'avancement des questions de GESI au moyen de la recherche-action sur les changements climatiques, et à lancer d'autres séances conçues pour cocréer de nouveaux projets et programmes.

Cette consultation fait partie d'un processus consultatif plus large au sein de l'ARA. D'autres thèmes comprennent :

- Les systèmes alimentaires (organisé par le CRDI)
- La santé mondiale (organisé par Public Health England et le Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge)
- L'évaluation des risques climatiques dans les pays les moins développés (organisé par la University of Cape Town)

## 2. Nouvelles priorités en matière de recherche-action

Nous présentons ici les principales conclusions de la consultation pour chacun des quatre points d'entrée de la recherche-action explorés lors de la consultation :

- Adopter une approche transversale pour une **recherche participative et inclusive**
- Intégrer les questions de GESI dans le développement **d'interventions** résilientes face aux changements climatiques
- Faire progresser les résultats des questions de GESI en informant **les actions institutionnelles et politiques**

- Améliorer l'accès aux ressources et à l'agence des groupes marginalisés

Ces points d'entrée, les raisons pour lesquelles ils sont importants, les obstacles à l'action et les premières possibilités d'action ont été déterminés par la synthèse des résultats d'un premier sondage réalisé par le CRDI. Les tableaux récapitulatifs des résultats du sondage se trouvent à l'annexe B. L'annexe A contient des informations plus détaillées sur le processus de mise en œuvre du sondage ainsi que sur les répondants.

Le texte ci-dessous présente les résultats d'un atelier organisé le 1er décembre 2021 qui a permis d'approfondir et de synthétiser la réflexion sur chacun de ces points d'entrée. Grâce à une série de discussions de groupe animées, les participants ont travaillé ensemble pour élargir, consolider et affiner les possibilités d'action. Ils ont également discuté de la valeur ajoutée qui pourrait résulter de l'adoption d'une approche collaborative pour traiter ces points d'entrée et, dans certains cas, ils ont précisé l'importance de ces points d'entrée.

De plus amples détails sur le processus de l'atelier sont disponibles à l'annexe A, et la liste des participants est présentée à l'annexe C.

## Adopter une approche transversale pour une recherche participative et inclusive

**Orientation :** Recherche pratique à méthodes mixtes qui rend visibles les groupes sous-représentés, les capacités d'adaptation différentielles, ainsi que les systèmes et structures qui sous-tendent les inégalités.

### Pourquoi est-ce important?

Nous devons éviter les récits simplistes qui dichotomisent les « hommes » et les « femmes » et qui risquent de renforcer les inégalités sociales en ignorant les capacités d'adaptation, les besoins et les préférences uniques des différents groupes. Nous devons veiller à ce que la recherche soit davantage pertinente, transformatrice et adaptée au contexte et qu'elle apporte des avantages aux personnes et aux communautés les plus touchées par les changements climatiques.

### Obstacles indiqués dans le sondage

- Les systèmes dominants de pouvoir et de privilège sont discriminatoires à l'égard des connaissances et de la recherche du monde majoritaire, et limitent les occasions et les financements.
- La recherche sur les changements climatiques est principalement axée sur les sciences biophysiques et les récits sur le risque et la vulnérabilité ont tendance à mettre l'accent sur ce qui manque aux gens plutôt que sur ce qu'ils apportent.
- Il n'y a pas assez d'investissements et peu de ressources pour soutenir des approches inclusives et/ou transversales et une collaboration significative.
- L'intégration des questions de GESI dans les projets/programmes est faible et inefficace.

- La recherche est trop souvent menée en vase clos, sans lien avec les autres intervenants et secteurs concernés.

## Occasions pour l'action

### 1. **Encourager des réseaux de recherche et d'apprentissage diversifiés et créatifs ainsi que des processus de recherche qui remettent en question les hypothèses et le cadrage de la recherche sur l'adaptation.**

- Ouvrir grand la porte aux membres des groupes et créer des espaces pour un dialogue difficile qui respecte le point où chacun se trouve. Ces réseaux faciliteraient l'apprentissage en rassemblant des personnes diverses.
- Faire intentionnellement et explicitement de la place dans la recherche sur l'adaptation pour les paradigmes critiques, les voix diverses et les différents types de connaissances, afin de faire apparaître les structures de pouvoir et de les traiter « de front ». Il s'agit notamment de reconnaître les inégalités historiques et institutionnelles, le racisme et les déséquilibres en matière de pouvoir. Il faut que les chercheurs et les bailleurs de fonds s'engagent et s'ouvrent à relever les défis, les partis pris implicites et les préjugés, et ne se contentent pas de faire semblant. Réfléchir à la manière de modifier les comportements.
- Promouvoir la recherche qui établit des liens avec des parties prenantes « improbables », telles que les politiciens, les élèves et les mouvements de femmes, qui ne font pas nécessairement partie de l'espace d'adaptation au climat, mais qui sont nécessaires pour une action plus large de transformation du genre.

---

*« Nous devons développer un processus plus ouvert et inclusif pour la recherche et l'action, en nous appuyant sur des approches participatives, qui respectent les différentes perspectives et voix. »*

*Répondant au sondage*

---

### Pourquoi collaborer?

Adopter une approche critique et réflexive de la coproduction afin que la recherche soit plus inclusive et fasse place au leadership des organisations de défense des droits des femmes et d'autres groupes marginalisés.

### 2. **Fournir un financement pour le renforcement des capacités (pour les chercheurs et les exécutants/praticiens) sur les concepts, les méthodes et la mise en œuvre des approches sexospécifiques et transversales.**

Cela nécessite d'investir dans des programmes et des collaborations à plus long terme, plutôt que dans des projets et des occasions ponctuelles, afin que les capacités locales soient construites et renforcées et que l'apprentissage puisse être soutenu et appliqué par le biais de recherches et d'analyses collaboratives. Cela devrait inclure des espaces pour les échanges Sud-Sud entre pairs, les connaissances locales et l'apprentissage des bonnes pratiques et de la manière de surmonter les obstacles.

### **Pourquoi collaborer?**

Renforcer les capacités en matière de GESI, promouvoir la mise en réseau de divers intervenants pour étendre la portée et les retombées, et créer des espaces sûrs pour l'apprentissage et le soutien – c'est-à-dire une communauté de pratique. Les possibilités d'apprentissage social sont essentielles au succès du renforcement des capacités.

### **3. Clarifier où et comment l'ARA peut intervenir au mieux.**

L'ARA devrait chercher à apprendre et à être guidée par ce qui est déjà fait autour des questions de GESI et de l'adaptation par ses membres. Comment l'ARA peut-elle améliorer ce qui existe déjà? Que faut-il faire d'autre? Quelles sont les lacunes et quels sont les points forts sur lesquels l'ARA peut s'appuyer pour informer les activités de l'Alliance?

### **Pourquoi collaborer?**

Il est possible de combler les lacunes dans cet espace, en s'appuyant sur les travaux passés et actuels.

### **4. Examiner le potentiel des différentes méthodologies, outils et approches.**

Élaborer un cadre de travail et de synthèse des enseignements émergents qui tienne compte de la dynamique du pouvoir, de la nécessité d'inclure diverses parties prenantes et systèmes de connaissances, et de divers défis. Quelques exemples :

- Inclure l'**analyse territoriale**, combinant des données géospatiales et socio-économiques, pour mieux comprendre les occasions et les limites des questions de GESI dans différents espaces.
- Soutenir les possibilités de raconter **des histoires vécues** à propos des façons dont différentes personnes – y compris les populations autochtones – vivent le risque climatique, comment elles comprennent le défi et ce qu'elles font pour affronter les risques et s'adapter.
- Recueillir et synthétiser **les meilleures pratiques** sur les questions de GESI et la recherche sur les changements climatiques pour éduquer les intervenants locaux et nationaux – y compris les décideurs, les planificateurs et les représentants des communautés.
- Soutenir **des approches collaboratives** qui permettent d'aborder des questions intéressant des personnes qui ne participent généralement pas à l'élaboration d'idées de recherche.

### **Pourquoi collaborer?**

Éviter les petits projets, fragmentés et cloisonnés, qui ne s'appuient pas sur les leçons et les résultats des autres, et tirer des enseignements des différentes initiatives et de la manière dont elles contribuent à l'objectif général.

# Intégrer les questions de GESI dans le développement d'interventions résilientes face aux changements climatiques

**Orientation :** En particulier, considérer les questions de GESI dans le cadre des interventions dans l'agriculture, le financement du climat, la préparation aux catastrophes, les États touchés par des conflits et les chaînes de valeur.

## Pourquoi est-ce important?

Les répercussions des changements climatiques ne sont pas ressentis de manière uniforme, tout comme les bénéfices des interventions destinées à renforcer la résilience. Les groupes marginalisés profondément touchés par les changements climatiques ont des connaissances importantes à apporter aux interventions, afin de garantir que les bénéfices soient équitablement mis en commun. Mais beaucoup d'entre eux, en particulier les femmes et les populations autochtones, sont trop souvent ignorés. Les personnes en première ligne des changements climatiques ont le droit d'être reconnues pour leurs contributions. Les groupes marginalisés peuvent ne pas participer aux interventions de recherche pour le développement, à moins qu'ils ne soient délibérément recherchés.

---

*« Les interventions qui ne tiennent pas compte des questions de GESI peuvent en fait exacerber les vulnérabilités. »*

*Participant à l'atelier*

---

Les interventions qui ne prennent pas en compte l'égalité des genres et l'inclusion sociale peuvent en fait exacerber les vulnérabilités. Tout en cherchant à faire en sorte que les personnes les plus vulnérables aient leur mot à dire dans l'élaboration des interventions et en bénéficient, nous devons nous attaquer aux forces à l'origine de la vulnérabilité, telles que les entreprises mondiales, l'industrialisation, le colonialisme et les inégalités qui en résultent en matière de terres et de travail. Pour que justice soit faite, il faut mettre fin à ces processus et payer des réparations pour les préjudices historiques.

## Obstacles tirés du sondage

- Il y a un manque de mécanismes financiers qui investissent dans l'action climatique pour les femmes, en particulier dans l'agriculture.
- Les groupes vulnérables sont rarement présents aux tables de décision ou inclus dans les discussions visant à informer les interventions.
- Il n'y a pas assez de réflexion systémique et l'accent est trop mis sur les interventions et les « solutions » individuelles.

- Le financement de la recherche est toujours orienté vers la réalisation scientifique et moins vers le bénéfice des utilisateurs finaux.
- Les chercheurs et les agences de mise en œuvre ont une compréhension limitée des stratégies et des possibilités de transformation du genre.

## Occasions pour l'action

La discussion sur les interventions s'est concentrée sur le « quoi », le « qui » et le « comment » de la transformation de la recherche afin d'inclure et de bénéficier plus efficacement des groupes marginalisés.

### **1. *Qu'est-ce qui doit changer? Transformation des systèmes qui perpétuent l'inégalité***

En examinant à plusieurs niveaux les causes structurelles de l'inégalité – y compris les obstacles culturels et sociaux – les interventions devraient avoir une perspective systémique plus large et être mises en œuvre sur le long terme.

#### **Pourquoi collaborer?**

Nous devons penser aux utilisateurs, y compris les décideurs, et à la manière de les faire participer à la conversation.

### **2. *Qui est le plus vulnérable? Désagrégation***

La détermination des personnes les plus vulnérables et exclues est le point de départ de l'examen des politiques de redistribution qui soutiennent les populations marginalisées et vulnérables et la mobilisation sociale. Nous devons inclure ces groupes marginalisés dans les processus de recherche et de conception des politiques qui font apparaître les préoccupations sociales et environnementales qui pourraient autrement être invisibles dans l'évaluation économique. Il s'agit notamment du travail social et reproductif, qui est fortement sexospécifique, et de la charge du travail de soins qui est supportée de manière disproportionnée par les femmes et les personnes à faible revenu et à faible statut. La nature est également marchandisée dans les modèles économiques dominants, alors que d'autres systèmes de connaissance et de décision valorisent la relation humaine avec la nature et le devoir de prendre soin des écosystèmes naturels.

#### **Pourquoi collaborer?**

Les communautés ne sont pas homogènes, et il existe des différences de pouvoir même au sein des communautés. Il est souvent difficile pour un seul intervenant de s'attaquer à différentes vulnérabilités, d'où l'importance de la collaboration.

### **3. *Comment cela doit-il se passer? Co conception d'interventions à plus long terme avec les groupes marginalisés et les décideurs***

Cela impliquerait une participation, une collaboration et des réseaux pour la recherche et l'action, impliquant des partenariats à long terme, la co-crédation de connaissances et la co-conception d'interventions, reconnaissant que le monde universitaire et la recherche sont encore largement

déconnectés des changements sur le terrain. L'accent serait mis sur la transformation des structures à l'origine des inégalités, par exemple en concevant conjointement des interventions de microfinance ou d'assurance qui augmentent la résilience des groupes marginalisés tels que les femmes, les peuples autochtones, etc. La recherche-action ne devrait pas accabler les plus vulnérables et devrait inclure des intervenants transnationaux et nationaux, en prêtant attention aux réglementations et aux lois. Nous devons intervenir à tous les niveaux, y compris sur le plan politique.

#### **Pourquoi collaborer?**

La tâche est colossale. La collaboration interdisciplinaire et transdisciplinaire apportera différents types d'expertise et divers intervenants impliqués dans l'obtention de résultats efficaces. La collaboration nous aide à opérer des changements à travers différents niveaux de manière à ne pas surcharger les plus vulnérables.

#### **4. Reconnaître les capacités existantes : soutenir les collectifs et les coopératives de femmes pour favoriser l'autonomisation, les droits et le changement systémique.**

Il n'est pas possible de s'attaquer à l'inégalité de la responsabilité sociale en matière de soins sans changer les normes et les structures, ce qui nécessite d'investir dans l'action collective des femmes. Nous devons également établir des liens ou des connexions entre diverses actions collectives, au niveau local et mondial.

#### **Pourquoi collaborer?**

Certaines formes de subordination ou de différence sociale sont normalisées. Pour changer ces normes, il faut une action collective – au niveau de la communauté, mais aussi à des niveaux plus élevés comme au sein des marchés, ou en négociant un changement en matière de politique.

## Faire progresser les résultats des questions de GESI en informant les actions institutionnelles et politiques

***Orientation :*** Veiller à ce que les cadres politiques en matière d'action climatique, tels que les contributions déterminées au niveau national et les plans d'adaptation nationaux, soient informés par des données et des analyses désagrégées qui sont sexospécifiques et transversales.

#### **Pourquoi est-ce important?**

Les décisions fondées sur des données probantes en matière d'égalité des genres et d'inclusion sociale dans le contexte des changements climatiques profiteront aux groupes marginalisés. Les mesures d'adaptation et d'atténuation tenant compte de la dimension de genre, mises en œuvre dans le cadre des plans climatiques nationaux, permettront d'améliorer les politiques, les plans et l'allocation des ressources.

#### **Obstacles indiqués dans le sondage**

- Les systèmes de pouvoir et de privilèges qui prévalent et dominent sont discriminatoires. Lorsque la demande et l'offre de données désagrégées et d'analyses de qualité sont faibles, il est

difficile de concevoir et de mettre en œuvre des politiques efficaces pour atteindre les résultats de questions de GESI.

- L'absence d'une optique transversale dans la recherche et l'action entrave la progression vers les résultats de questions de GESI.
- La résistance au changement systémique est due à des structures de pouvoir inégales.
- L'absence d'une approche globale de la société et du gouvernement dans le contexte des changements climatiques entrave les progrès en matière de questions de GESI.

## Occasions pour l'action

### 1. *Saisir la possibilité de la conception des politiques climatiques au niveau national*

L'appropriation des politiques climatiques nationales telles que les contributions déterminées au niveau national et les plans d'adaptation nationaux relève généralement des ministères de l'Environnement et des Changements climatiques, bien que la situation se soit améliorée récemment. Il existe actuellement une occasion et un élan pour s'engager étroitement avec les principaux décideurs politiques à l'échelle du gouvernement afin de construire cette appropriation et d'aligner les politiques macroéconomiques et fiscales sur les efforts visant à respecter les engagements climatiques des pays. Cela nécessite une action coordonnée non seulement entre les ministères des Finances, du Développement économique et de l'Environnement, mais aussi entre ceux chargés du travail, de l'agriculture, de la santé, etc. Alors que les contributions déterminées au niveau national et les plans d'adaptation nationaux définissent les priorités nationales en matière de climat à moyen et long terme, il existe encore des lacunes relatives aux connaissances et aux capacités concernant la manière dont ces ministères clés seront impliqués, dont l'action en matière de changements climatiques sera financée et dont les pays peuvent mobiliser le financement climatique national et international pour augmenter les investissements dans l'adaptation et l'atténuation.

---

*« Nous devons jeter des ponts entre ceux qui travaillent sur les questions de GESI et ceux qui travaillent sur les actions climatiques dans le contexte politique en fournissant des preuves solides pour stimuler les actions climatiques qui intègrent la justice climatique. »*

*Participant à l'atelier*

---

### **Pourquoi collaborer?**

L'Alliance et ses membres doivent travailler à travers les mécanismes de coordination de l'action climatique et s'assurer que l'intégration des questions de GESI informe leur travail. Un défi crucial consiste à s'assurer que ce travail au niveau national est effectivement lié au [réseau mondial des plans d'adaptation nationaux](#) et au [partenariat des contributions déterminées au niveau national](#). L'Alliance peut également soutenir la construction de ponts entre ceux qui travaillent sur les questions de GESI et ceux qui travaillent sur la politique d'action climatique en fournissant des preuves solides aux actions d'adaptation et d'atténuation qui intègrent la justice climatique. Les contributions déterminées au niveau national et les plans d'adaptation nationaux auront une répercussion sur de multiples secteurs et

il est essentiel que les principales agences gouvernementales et toutes les autres parties prenantes (en particulier celles des groupes marginalisés et de la société civile) aient leur mot à dire dans leur conception et leur mise en œuvre. Cette démarche ne peut être menée par un seul ministère ou un petit groupe d'intervenants du secteur public ou privé. Il est également important de veiller à ce que les intérêts particuliers (d'une industrie précise) n'influencent pas indûment ou ne fassent pas dérailler la conception et la mise en œuvre de ces programmes. Pour cela, une coalition large et efficace d'agences gouvernementales et d'intervenants travaillant vers le même objectif d'action climatique qui soutient également les résultats des questions de GESI est nécessaire.

## **2. *Comment le programme de l'ARA peut-il soutenir la transformation au moyen de coalitions de recherche et d'action?***

L'ARA devrait concevoir des programmes de recherche et d'action véritablement innovants, consultatifs et collaboratifs dès le départ. Il convient de cibler les politiques à l'échelle de l'économie, telles que les politiques macroéconomiques, du travail et de la protection sociale, qui intègrent les questions de GESI et l'action climatique. L'Alliance devrait explorer comment soutenir les connexions avec ceux qui ne font pas partie des intervenants « habituels », par exemple en intégrant les intervenants de la société civile et les dirigeants des groupes marginalisés dans les coalitions de recherche et d'action. Le financement devrait être conçu de manière à soutenir cette approche non traditionnelle et à canaliser le soutien vers ceux qui ne font pas partie de la communauté de recherche traditionnelle, dans le cadre de la création de la coalition nécessaire à l'action collective.

### **Pourquoi collaborer?**

Pour que la recherche soit crédible, réalisable, qu'elle ne fasse pas de mal et qu'elle ait une retombée durable, il est important d'intégrer dans le processus de recherche et de conception des politiques des groupes sociétaux qui sont directement touchés, mais qui ne sont généralement pas impliqués dans les initiatives d'action climatique – en particulier les intervenants de la société civile. Il est important de cibler les bonnes parties prenantes, y compris les principales organisations commerciales et financières et les associations industrielles, qui peuvent travailler conjointement sur les résultats des questions de GESI et l'action climatique.

## **3. *Action climatique au niveau local pour atteindre les résultats des questions de GESI***

Les besoins et les priorités peuvent être clairement articulés au niveau local et les besoins politiques locaux sont très différents du niveau national. Les politiques locales ainsi que l'action et la mobilisation au niveau communautaire sont cruciales pour faire évoluer les résultats des questions de GESI. Par exemple, les politiques municipales sont essentielles pour l'action climatique et représentent une occasion importante pour soutenir les résultats des questions de GESI (dans des domaines tels que le logement, la sécurité alimentaire, le transport, la santé et les déchets). L'ARA doit soutenir le leadership des organisations de femmes à ce niveau, en les mettant en relation avec l'élaboration des politiques au niveau national et les possibilités d'action et de financement du secteur privé. L'ARA devrait explorer les mécanismes permettant de créer un espace pour les groupes communautaires et locaux, y compris les organisations de femmes, afin de conduire le programme politique et d'avoir plus d'influence pendant les événements politiques clés.

## Pourquoi collaborer?

Alors que les questions climatiques transcendent les niveaux et les secteurs, les communautés doivent être engagées au niveau local et dans le cadre de collaborations multipartites. Les intervenants au niveau national peuvent contribuer à établir un lien avec les cadres mondiaux, tout en fixant un programme national. Cependant, ce sont les intervenants locaux qui mettent en œuvre et fournissent les solutions locales. La création de réseaux, tels que le réseau de maires [C40 Cities](#), présente un grand intérêt pour l'apprentissage entre pairs et le renforcement de la capacité des intervenants locaux à influencer les politiques nationales et régionales. Les organisations de femmes et les médias sont essentiels pour fournir une force et un élan politiques. Ces synergies d'action sont nécessaires pour les approches de développement durable qui intègrent les questions de GESI et les changements climatiques.

### **4. Réussir la mise en œuvre de la politique et de l'action climatiques au niveau national**

S'il existe de nombreuses bonnes politiques, leur mise en œuvre en actions est un défi. Il est important d'examiner les structures de gouvernance au niveau national en matière de genre et de changements climatiques, ainsi que la manière dont les ressources sont allouées, notamment pour le développement des capacités et le suivi de la mise en œuvre. Il est tout aussi important d'établir des mécanismes pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national et les plans d'adaptation nationaux et de garantir la saisie de données ventilées par genre.

## Pourquoi collaborer?

Produire des cas solides qui démontrent l'efficacité de l'intégration des questions de GESI dans les politiques en cours. La collaboration à ce niveau ne se fait pas de manière instantanée. Un temps et des ressources suffisants sont nécessaires pour créer des réseaux capables d'échanger des informations, de mobiliser l'action et de garantir que l'intégration des questions de GESI informe le travail des mécanismes de coordination existants pour l'action climatique.

## Renforcer l'autonomie et l'accès aux ressources des groupes marginalisés.

**Orientation** : Recherche axée sur les résultats pour améliorer la participation, la capacité et l'accès à l'information, à la technologie et aux ressources naturelles.

### Pourquoi est-ce important?

Les groupes marginalisés, les communautés et la société dans son ensemble bénéficieraient d'une plus grande justice climatique fondée sur les principes de justice, d'équité et d'inclusion. Nous devons réduire les inégalités entre les genres produites par les changements climatiques et soutenir les groupes qui sont les plus touchés par la crise climatique. Plutôt que de se contenter de souligner les avantages des questions de GESI, en matière de possibilités d'une plus grande inclusion, nous devons également montrer l'inefficacité de la conception et de la mise en œuvre des politiques lorsqu'elles ne sont pas inclusives.

## Obstacles indiqués dans le sondage

- Les groupes concernés ne sont pas en mesure de faire valoir leurs droits en raison de l'inégalité des relations de pouvoir et de l'absence de volonté politique de décentraliser les ressources ou de soutenir l'intégration du genre dans les politiques.
- Les efforts de recherche n'atteignent pas les communautés concernées et les parties prenantes sont réticentes à participer en raison d'autres priorités. L'engagement est compromis par un manque d'expertise et de capacité parmi les intervenants impliqués.
- Les barrières culturelles, les normes et les structures sociales ne reconnaissent pas l'égalité ou l'inclusion dans la prise de décision et ne cultivent pas la diversité des dirigeants.
- Nous manquons de compréhension et de données sur la façon dont le climat a des répercussions sur les différents groupes de personnes.
- Une attention insuffisante est accordée aux réponses à plus long terme, sensibles au genre et dirigées par le Sud, et les approches financières sont inappropriées.

## Occasions pour l'action

### **1. Production de connaissances sur les obstacles structurels et sociaux**

Nous avons besoin de davantage de connaissances et de preuves sur les personnes exclues et incluses, et sur la manière dont les relations et les droits évoluent au fil du temps et des échelles, en prêtant attention aux relations de pouvoir et aux normes sociales. Il s'agit notamment de comprendre les obstacles liés aux processus, aux politiques et aux technologies qui rendent difficile l'accès des groupes marginaux aux informations et aux ressources nécessaires pour s'adapter. En ce qui concerne la vulnérabilité et les besoins des femmes, nous devons écouter ce qu'elles demandent, plutôt que de supposer quelles interventions sont nécessaires. Nous devons mieux comprendre les dynamiques de pouvoir existantes et déterminer comment faire en sorte que les voix des femmes soient présentes à la table des négociations.

Aborder ouvertement le défi de l'adaptation signifie remettre en question les hypothèses et les récits existants. Revoir ces hypothèses dans une perspective plus inclusive exige la co-création de connaissances. Il pourrait s'agir de combiner les points de vue « des praticiens » et « globaux », d'opposer les perspectives locales aux perspectives à plus grande échelle pour soutenir la recherche-action qui permet l'élaboration de politiques.

### **Pourquoi collaborer?**

La question de savoir qui est exclu et pourquoi est souvent liée au contexte. La collaboration avec des partenaires divers (au niveau de la géographie, des approches et des disciplines) aidera à générer des connaissances particulières au contexte.

## 2. Ressources

Les finances et autres ressources doivent être orientées vers l'inclusion des groupes exclus et le renforcement de leurs capacités. Il s'agit notamment de financer et d'agir pour soutenir la propriété foncière et d'autres biens par les femmes, et de financer des organisations et des collectifs de femmes représentant diverses populations (par exemple, les femmes autochtones, les femmes handicapées, les jeunes femmes, les femmes migrantes, etc.) en tant que partenaires égaux dans la recherche.

---

*« Améliorer l'accès des femmes au capital financier est un tremplin pour l'accumulation d'autres formes de capital qui profitent à l'ensemble du ménage, des communautés et des nations. »*

*Répondant au sondage*

---

La recherche-action doit être entreprise avec l'objectif spécifique d'accroître l'accès aux ressources (y compris les finances et la technologie) et à la justice pour les groupes marginalisés. La recherche initiale peut viser à démontrer comment cela fonctionne à petite échelle, mais avec une voie claire vers la mise à l'échelle. Il serait également utile de recenser les ressources déjà existantes (pour l'échange et le soutien mutuel).

### **Pourquoi collaborer?**

Certains groupes ont été historiquement exclus de l'accès aux ressources. Ils ne peuvent être des partenaires égaux dans la recherche-action sans un financement conçu conjointement avec les groupes et collectifs marginalisés. Les accords de financement devraient promouvoir un environnement inclusif et reconnaître la nécessité de réparer les injustices qui ont rendu la recherche, la politique et l'action en matière d'adaptation injustes et inefficaces jusqu'à présent.

## 3. Influencer la mise en œuvre des politiques et les pratiques

Pour passer de la connaissance de l'inégalité à la création effective de l'inclusion dans la pratique, nous devons :

- Renforcer la participation à la prise de décision, étendre la formation aux technologies résilientes au climat, diffuser les connaissances et défendre les changements en matière de politique.
- Accroître la formation des femmes et leur participation à la recherche-action, afin de garantir que les femmes et les autres groupes vulnérables soient soutenus à la fois pendant les événements climatiques extrêmes, mais aussi pour sortir de ces événements.
- Faire participer les communautés locales, en particulier les femmes, à l'élaboration des politiques et des plans, et sensibiliser et former les communautés locales et les responsables politiques à la planification de l'adaptation.
- Maintenir un apprentissage inclusif par les pairs pendant les étapes de mise en œuvre, en intégrant le retour d'information dans la recherche et l'apprentissage ultérieurs qui mènent à la mise en œuvre sur le terrain par les groupes marginalisés. L'intégration de cet apprentissage et de ce retour d'information dans le cycle de recherche-action devrait permettre de corriger les

mesures qui n'atteignent pas leur objectif. Veiller à ce que les groupes marginalisés soient inclus dans ces occasions d'apprentissage et de réflexion par les pairs.

- Se concentrer sur les voies directes et indirectes qui peuvent renforcer l'agence et l'autonomisation. Il pourrait s'agir d'investissements dans des services publics tels que les soins de santé et l'éducation.

### **Pourquoi collaborer?**

Ce point d'entrée nécessite clairement une collaboration avec divers intervenants, non seulement les groupes marginalisés par la recherche, mais aussi ceux qui disposent de moyens financiers et d'autres ressources, et ceux qui sont en mesure de catalyser les communautés et les actions politiques et pratiques.

## **3. Observations transversales**

Cette consultation sur la façon de faire progresser l'égalité des genres et l'inclusion sociale par l'action climatique s'est concentrée sur les points d'entrée liés au cycle de recherche-action. En tant que tel, les discussions à travers les quatre points d'entrée se sont souvent penchées sur le processus, la conception et la composition habituelle de l'équipe de recherche-action elle-même, c'est – à-dire comment elle peut favoriser l'inclusion et l'apprentissage continu, et contribuer à la transformation sociale.

### **Intégrer l'« inclusion » dans la conception et la composition des initiatives de recherche**

Dans tous les points d'entrée, la discussion est souvent revenue sur la nécessité d'inclure les groupes marginalisés et les personnes les plus vulnérables face aux répercussions des changements climatiques dans la conception des processus de recherche et, dans la mesure du possible, au sein des équipes de recherche et des partenariats. Comme l'a fait remarquer un participant, *qui sommes-nous pour aborder la marginalisation?* S'il est vrai que la lutte contre l'exclusion sociale et l'inégalité entre les genres exige la participation de personnes autres que les partenaires de recherche « habituels », il est également reconnu que ces alliances peuvent être difficiles à réaliser et à maintenir, étant donné le peu de temps et de ressources dont disposent généralement les groupes vulnérables pour s'engager dans le processus de recherche, d'où la nécessité de ne pas les surcharger.

S'attaquer aux questions de GESI exige par nature de remettre en question les structures de pouvoir dominantes, de sorte que l'inclusion des groupes et des voix marginalisés doit être abordée de manière réfléchie. Différents groupes ont souligné la nécessité de travailler avec des groupes de la société civile – en particulier les organisations de femmes, les organisations de défense des droits de l'homme et du travail, et d'autres types de collectifs – là où une action existe déjà et qui ont la capacité de mobiliser et de représenter les groupes marginalisés.

## Diversifier le vivier de compétences et d'expériences

Cette reconnaissance des questions de GESI qui devraient s'appliquer à la question de la composition de l'équipe et du réseau souligne également la nécessité de faire de la recherche de manière différente, en intégrant la sensibilisation, la réflexion et le retour d'information dans le cycle de recherche, afin de permettre des corrections de trajectoire qui garantissent que la recherche est ancrée localement et répond aux besoins et aux expériences des bénéficiaires visés. Cela souligne à son tour la nécessité d'inclure différents types d'expertise parmi les partenaires de recherche, notamment ceux qui ont des compétences en matière d'engagement communautaire, de courtage et de cocréation de connaissances, et d'approches inclusives du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage.

---

*« Il existe une polarisation considérable entre les scientifiques et les communautés locales. La prise en compte des connaissances locales est également une science, et nous devons donc renforcer la transdisciplinarité à l'avenir. »*

*Participant à l'atelier*

---

## Créer des occasions d'apprentissage par les pairs

La nécessité ainsi que les avantages d'apprendre de et avec divers partenaires de recherche ont été soulignés dans les discussions de groupe. Ceux qui ont discuté de méthodes de recherche plus inclusives, par exemple, ont souligné la nécessité de renforcer les capacités en investissant dans les échanges Sud-Sud entre pairs et dans l'apprentissage mutuel en matière de bonnes pratiques. Cela pourrait prendre la forme d'une communauté de pratique qui soutient la mise en réseau, la sensibilisation et les espaces d'apprentissage mutuels entre les différentes parties prenantes.

Ceux qui cherchent à renforcer les questions de GESI par l'intermédiaire de la politique et de la planification ont souligné la valeur des réseaux pour l'apprentissage par les pairs et le renforcement de la capacité des intervenants locaux à influencer les politiques nationales et régionales. Les explorations sur la manière d'habiliter et de diriger les ressources vers les groupes exclus, quant à elles, ont souligné la valeur du maintien de l'apprentissage par les pairs tout au long des étapes de mise en œuvre, et de l'assurance que les groupes marginalisés sont inclus dans ces occasions d'apprentissage.

## Équilibre entre les niveaux locaux et nationaux

Étant donné la nature essentiellement locale de l'adaptation aux changements climatiques, les groupes ont discuté de l'importance de garantir la pertinence locale de la recherche et de l'action soutenues. Alors qu'un groupe s'est penché particulièrement sur les possibilités de travailler à travers les plans d'adaptation nationaux, les contributions déterminées au niveau national ainsi que d'autres plans et politiques au niveau national pour faire progresser les questions de GESI, il a également souligné les possibilités d'action au niveau municipal et local. Mais les groupes et leurs guides du CRDI ont également reconnu qu'il n'y a pas de dichotomie nette entre l'action au niveau national et l'action au niveau local –

des problèmes tels que l'exclusion des femmes et d'autres groupes marginalisés sont souvent ancrés dans des normes sociales et des systèmes de discrimination institutionnalisés qui doivent être abordés à plus grande échelle et par des juridictions supérieures – même s'ils sont vécus localement.

Alors qu'il est reconnu qu'il a été historiquement difficile pour la recherche locale d'être efficace pour informer la politique et la pratique à des niveaux plus élevés et plus larges, il y a un désir de voir l'ARA relever ce défi.

---

*« Si nous partons de la position que ce qui doit changer est le système qui maintient l'inégalité en place, nous devons poser des questions critiques sur notre méthodologie, et éventuellement nous orienter vers des méthodes qui transforment les relations de pouvoir à des échelles dépassant le niveau local. »*

*Guide du CRDI*

---

## 4. Réflexions du président sur la consultation

### Le processus de l'atelier

Le retour d'information sur l'atelier en ligne a révélé que les participants ont beaucoup apprécié la possibilité de discussions approfondies en petits groupes sur les points d'entrée, la possibilité de co-apprentissage, l'atmosphère inclusive et positive créée, et les conseils offerts par les animateurs des groupes de discussion. L'un d'entre eux a noté l'ampleur du travail accompli en si peu de temps. Néanmoins, certains ont estimé que plus de temps aurait été bénéfique pour consolider le travail de groupe et que plus de temps aurait pu être consacré à la discussion en plénière.

Dans l'ensemble, un tiers des 15 participants qui ont rempli le questionnaire de retour d'information ont donné à l'atelier la note maximale (5/5), et près de la moitié (47 %) l'ont évalué à 4/5.

Lors d'un compte rendu postérieur à l'événement, le personnel du CRDI qui avait guidé les discussions en petits groupes a apprécié de la même manière la profondeur et l'ampleur des discussions rendues possibles par la conception générale de l'atelier, mais a noté le défi que représentait la quantité de « travail » exigée dans les diverses séances – remue-méninges, classement des idées, fusion des idées, offre de rétroaction structurée et rédaction en collaboration d'un modèle de synthèse. Les avis étaient

différents sur la possibilité pour les participants du groupe d'écrire simultanément sur le document de synthèse – cela a permis la co-création, mais a rendu la cohérence davantage difficile. Compte tenu des contraintes de temps, certains des résultats étaient inévitablement fragmentés et manquaient d'exemples concrets, mais ils ont tout de même atteint une profondeur de réflexion considérable qui a bénéficié de la collaboration de groupes mixtes.

Certains guides ont également remis en question l'intérêt de demander aux participants pourquoi une collaboration était nécessaire, notant que les points d'entrée de la discussion sur les questions de GESI s'articulaient davantage autour des étapes de la recherche-action que de thèmes distincts. Bien que la question ait généré des observations utiles sur la façon dont les équipes interdisciplinaires et plus inclusives peuvent renforcer la recherche-action, elle n'a pas nécessairement fait ressortir la valeur ajoutée de la collaboration par l'intermédiaire de l'ARA. Il aurait peut-être été plus utile de formuler la question en termes d'apport par une coalition de compétences manquantes pour aborder un thème ou un point d'entrée donné. Néanmoins, les discussions sur cette question ont souligné la forte demande de co-apprentissage et d'apprentissage par les pairs, à la fois au sein des projets de recherche soutenus et entre eux; le potentiel du programme de l'ARA pour servir de plateforme permettant de faire participer des groupes qui ne sont généralement pas impliqués dans la recherche-action sur les changements climatiques; et la valeur de la production d'études de cas démontrant l'efficacité d'approches plus inclusives – tout cela pourrait être soutenu par les fonctions de convocation et de courtage de connaissances du programme de l'ARA.

### Le processus de sondage

En demandant aux répondants de déterminer les priorités pour faire progresser les questions de GESI au moyen de la recherche-action plutôt que des questions de recherche spécifiques, le sondage a généré de nombreuses réponses qui abordent la question du processus de recherche lui-même plutôt que des lacunes en matière de connaissances thématiques. Les priorités et les recommandations portaient essentiellement sur l'intégration des considérations d'égalité des genres et d'inclusion sociale dans la recherche pour des résultats plus équitables et inclusifs. Plutôt que de mettre en évidence des questions thématiques, il est apparu que les priorités étaient liées à quatre points d'entrée dans le continuum de la recherche-action :

- une première qui se concentre sur « comment faire de la recherche » de manière plus inclusive, participative et transversale;
- une autre qui se concentre sur la promotion de l'intégration de l'égalité et de l'inclusion au moyen d'actions ou d'interventions d'adaptation dans divers secteurs;
- une troisième qui porte sur l'avancement des questions de GESI en saisissant les occasions politiques;
- une quatrième axée sur l'amélioration de l'action et de l'accès aux ressources des groupes marginalisés au moyen d'une recherche orientée vers l'action.

En tant que base pour une discussion de groupe sur les priorités d'action, ces points d'entrée ne peuvent pas être considérés comme entièrement distincts : il y a eu beaucoup de flux et de points de convergence entre eux.

### Lacunes dans la représentation du sondage

Alors que l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Nord étaient bien représentées parmi les répondants au sondage, il n'y a eu que deux réponses d'Amérique latine et trois d'Europe, et aucune réponse du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. En matière de représentation sectorielle, les bailleurs de fonds nationaux de la recherche et les entreprises n'étaient pas représentés.

### Lacunes dans la participation aux ateliers

Si l'Afrique, l'Asie, l'Amérique du Nord et l'Amérique latine étaient bien représentées dans les discussions de l'atelier, la participation de l'Europe et du Moyen-Orient était minime, et aucun participant ne venait d'Afrique du Nord. En matière de représentation sectorielle, les bailleurs de fonds nationaux de la recherche n'étaient pas représentés.

# Annexe A : Processus de consultation

La consultation a été entreprise par le CRDI dans le cadre de deux activités connexes :

- a) un **sondage** réalisé auprès de chercheurs, de bailleurs de fonds et de praticiens actifs dans le domaine de la recherche sur l'adaptation aux changements climatiques, et
- b) Un **atelier virtuel**

## Processus de mise en œuvre du sondage et représentation

En septembre 2021, quelque 70 personnes – dont des membres du programme de l'ARA, des bénéficiaires de subventions du CRDI, des courtiers en connaissances, d'autres chercheurs et experts techniques, et des collègues donateurs – ont reçu un questionnaire de sondage et une invitation à participer à ce processus de consultation. L'enquête a été ouverte pendant 61 jours et a généré 42 réponses.

Les répondants ont été invités à cibler jusqu'à deux priorités pour une recherche orientée vers l'action qui ferait progresser l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans le contexte des changements climatiques au cours des dix prochaines années. Nous avons également demandé aux répondants d'expliquer pourquoi il s'agit de priorités, d'énumérer les obstacles à l'avancement de ces priorités, et de faire part de toute suggestion pour atténuer ou résoudre ces obstacles.

Les « priorités » de la recherche-action ciblées par les répondants au sondage ont ensuite été examinées par une équipe de sept membres du personnel du CRDI. Trois membres de l'équipe ont effectué une première tentative pour regrouper les réponses connexes et rassembler toutes les priorités en catégories. Ce processus a permis de déterminer les quatre grands points d'entrée qui ont ensuite servi de base aux discussions lors de l'atelier.

Sur le plan de la représentation :

- Près des deux tiers (62 %) des répondants à notre sondage étaient des femmes.
- Plus d'un tiers (36 %) étaient originaires d'Afrique subsaharienne, suivis de 29 % d'Amérique du Nord et de 24 % d'Asie.
- Près de la moitié (45 %) étaient des intervenants du système de recherche international ou régional (45,2 %), suivis des partenaires de mise en œuvre (21 %), des intervenants du système de recherche national (14 %) et des bailleurs de fonds internationaux de la recherche (12 %).

## Processus de mise en œuvre de l'atelier et représentation

Le 1er décembre 2021, lors d'une séance hautement interactive guidée par des équipes de facilitation du CRDI et d'Inclusive Innovation, 28 participants ont travaillé dans une série de groupes de discussion pour développer quatre points d'entrée ciblés dans le sondage préalable à l'événement, en déterminant d'autres possibilités d'action et en expliquant pourquoi la collaboration serait essentielle à ces actions.

Avant l'atelier, les participants ont été invités à se familiariser avec les résultats du sondage et à choisir leur point d'entrée préféré pour une exploration plus approfondie. Après une première séance de remue-méninges au cours de laquelle les petits groupes ont généré, hiérarchisé puis fusionné des idées supplémentaires sur les possibilités d'action, les participants ont ensuite travaillé à approfondir leur réflexion sur le point d'entrée qu'ils avaient choisi, en consignnant leur pensée dans un document de synthèse créé conjointement. Chaque groupe a ensuite présenté sa synthèse initiale à un autre groupe, qui a fourni un retour constructif. Les groupes ont ensuite travaillé à l'intégration de ces commentaires dans leur synthèse.

Après la consultation virtuelle, les résultats de ce travail de groupe ont été consolidés et examinés par le personnel du CRDI qui avait lui-même participé à chacun des groupes de délibération. Ces résultats forment la base de la Section 2 de ce résumé. En tant que président de ce processus, le CRDI apporte une contribution supplémentaire dans les observations transversales de la section 3, et des réflexions sur le processus de consultation à la section 4.

Sur le plan de la représentation :

- Près de deux tiers (61 %) des participants aux consultations étaient des femmes.
- Près d'un tiers (32 %) étaient originaires d'Afrique subsaharienne, suivis par 29 % d'Amérique du Nord, 18 % d'Asie et 11 % d'Amérique latine.
- La moitié d'entre eux sont des intervenants du système de recherche international ou régional (50 %), suivis par les partenaires de mise en œuvre (22 %), les bailleurs de fonds internationaux de la recherche (14 %) et les intervenants du système de recherche national (11 %).

# Annexe B : Tableaux récapitulatifs des résultats du sondage

Priorité	Pourquoi est-ce une priorité? Qui en profite?	Obstacles	Occasions pour l'action
<p><b>Tableau 1 : Inclusion et transversalité</b></p> <p><b>Comment soutenir au mieux une recherche participative et inclusive qui adopte une approche transversale?</b> Une recherche à méthodes mixtes qui rend visible les voix sous-représentées, la capacité d'adaptation différentielle et les systèmes et structures qui sous-tendent les inégalités.</p>	<p>Éviter les récits simplistes qui dichotomisent les « hommes » et les « femmes » et rendent invisibles les capacités d'adaptation, les besoins et les préférences des uns et des autres, au risque de (re) produire des inégalités sociales.</p> <p>Faire en sorte que la recherche puisse être plus pertinente, appropriée au contexte et transformatrice.</p> <p>Avantages pour les personnes et les communautés les plus touchées par les changements climatiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les systèmes dominants de pouvoir et de privilège sont discriminatoires à l'égard des connaissances et de la recherche du monde majoritaire et limitent les occasions et les financements.</li> <li>• L'accent est mis sur les sciences biophysiques dans la recherche sur les changements climatiques et sur le déficit narratif dominant en matière de risque et de vulnérabilité.</li> <li>• Investissements insuffisants et trop peu de ressources pour soutenir des approches inclusives et/ou transversales et une collaboration significative.</li> <li>• Intégration faible et inefficace des questions de GESI dans les projets ou les programmes.</li> <li>• Travailler en vase clos et ne pas établir de liens avec</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encourager des réseaux de recherche et d'apprentissage diversifiés et créatifs ainsi que des processus de recherche qui remettent en question les hypothèses et le cadrage de la recherche en matière d'adaptation.</li> <li>• Développer davantage de programmes ou de projets dirigés par le Sud et composés d'équipes de recherche diverses et inclusives. Intégrer l'expertise locale en matière de genre tout au long du cycle du projet.</li> <li>• Financement – pour le renforcement des capacités des chercheurs et des collaborateurs dans le domaine des changements climatiques sur les questions de GESI et les approches transversales; pour la création d'espaces d'apprentissage sur les questions de GESI; pour des programmes et des projets de recherche à plus long terme, en reconnaissant que le changement transformateur est un processus lent.</li> </ul>

Priorité	Pourquoi est-ce une priorité? Qui en profite?	Obstacles	Occasions pour l'action
<p><b>Tableau 2 : Intégration des questions de GESI dans les interventions de développement résilient au climat</b></p> <p><b>Comment faire progresser l'intégration des questions de GESI dans les interventions pour un développement résilient au climat?</b> En particulier, en considérant les interventions dans l'agriculture, le financement du climat, la préparation aux catastrophes, les États touchés par des conflits et les chaînes de valeur.</p>	<p>Les répercussions des changements climatiques ne sont pas ressenties de manière uniforme, tout comme le sont les bénéfices des interventions destinées à renforcer la résilience. Les groupes marginalisés supportent souvent les retombées les plus importantes des changements climatiques, et ont des connaissances importantes à apporter aux interventions afin de garantir que les bénéfices soient équitablement mis en commun.</p>	<p>d'autres intervenants ou secteurs pertinents.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recueillir et synthétiser les meilleures pratiques en matière de questions de GESI et de recherche sur les changements climatiques afin d'éduquer les intervenants locaux et nationaux, notamment les décideurs politiques, les planificateurs et les représentants des communautés.</li> </ul>
<p><b>Comment faire progresser l'intégration des questions de GESI dans les interventions pour un développement résilient au climat?</b> En particulier, en considérant les interventions dans l'agriculture, le financement du climat, la préparation aux catastrophes, les États touchés par des conflits et les chaînes de valeur.</p>	<p>Les répercussions des changements climatiques ne sont pas ressenties de manière uniforme, tout comme le sont les bénéfices des interventions destinées à renforcer la résilience. Les groupes marginalisés supportent souvent les retombées les plus importantes des changements climatiques, et ont des connaissances importantes à apporter aux interventions afin de garantir que les bénéfices soient équitablement mis en commun.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Manque de mécanismes financiers qui investissent dans l'action climatique pour les femmes, en particulier dans l'agriculture.</li> <li>Les groupes vulnérables sont rarement présents aux tables de décision ou inclus pour informer les interventions.</li> <li>Absence de réflexion systémique et concentration sur les interventions et les « solutions » individuelles.</li> <li>Le financement des donateurs est toujours orienté vers les réalisations scientifiques et moins vers le respect des utilisateurs finaux.</li> <li>Manque de compréhension des stratégies et des occasions de transformation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Investir dans des partenariats de recherche à long terme entre des intervenants situés à différents niveaux géographiques et disposant de différents points d'entrée dans les communautés, les investissements, l'élaboration des politiques et la défense des intérêts, afin de devenir des alliés pour faire progresser les connaissances et les solutions appliquées à l'échelle locale, nationale et internationale.</li> <li>Travailler directement avec des groupes généralement exclus du processus décisionnel dans le cadre de projets de recherche-action dans les zones sensibles aux changements climatiques.</li> <li>Créer des incitations pour que les scientifiques aillent au-delà des publications et atteignent ou</li> </ul>

Priorité	Pourquoi est-ce une priorité? Qui en profite?	Obstacles	Occasions pour l'action
		<p>du genre par les chercheurs et les agences de mise en œuvre.</p>	<p>fassent profiter des utilisateurs finaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la capacité et la mise en œuvre d'interventions transformatrices en matière de genre et œuvrer pour l'inclusion sociale et financière des femmes.</li> <li>• Élargir la portée des objectifs du programme, ne plus se focaliser sur les intervenants et les individus, mais sur les systèmes d'oppression et les entreprises mondiales qui interfèrent avec les politiques locales.</li> <li>• Soutenir les collectifs et coopératives de femmes pour favoriser l'autonomisation, les droits et le changement systémique.</li> </ul>
<p><b>Tableau 3 : Saisir les occasions pour informer les politiques</b></p> <p><b>Comment saisir les occasions pour informer l'action institutionnelle et politique efficace qui conduit aux résultats des questions de GESI?</b> Veiller à ce que les contributions déterminées au niveau national et les plans nationaux d'adaptation, par exemple, s'appuient sur des</p>	<p>Les décisions fondées sur des données probantes en matière d'égalité des genres et d'inclusion sociale dans le contexte des changements climatiques profiteront aux groupes marginalisés.</p> <p>Les mesures d'adaptation et d'atténuation tenant compte de la dimension de genre, mises en œuvre dans le cadre des plans climatiques nationaux, permettront d'améliorer les</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lorsque la demande et l'offre de données désagrégées et d'analyses de qualité sont faibles, il est difficile de concevoir et de mettre en œuvre des politiques efficaces pour atteindre les résultats en matière de questions de GESI.</li> <li>• L'absence d'une optique transversale dans la recherche et l'action entrave la progression vers les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la qualité de la recherche et de la communication pour les publics politiques – financer l'analyse sexospécifique et transversale, notamment au moyen de think tanks.</li> <li>• Créer des alliances entre les groupes qui recherchent l'équité (en reliant les groupes de défense des droits aux défenseurs de l'action climatique), à la fois pour pluraliser les sources de</li> </ul>

Priorité	Pourquoi est-ce une priorité? Qui en profite?	Obstacles	Occasions pour l'action
données et des analyses désagrégées, sexospécifiques et transversales.	politiques, les plans et l'allocation des ressources.	<p>résultats en matière de questions de GESI.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La résistance au changement systémique est due à des structures de pouvoir inégales.</li> <li>• L'absence d'une approche de l'ensemble de la société et des pouvoirs publics dans le contexte des changements climatiques (qui touche tous les secteurs) limite le rythme de progression des résultats en matière de questions de GESI.</li> </ul>	<p>connaissances et pour générer une demande de recherche sur les questions de GESI et de mécanismes redditionnels efficaces.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'engager auprès des intervenants politiques à tous les niveaux du gouvernement pour faire pression en faveur de meilleurs résultats en matière de questions de GESI et de politiques fondées sur ces dernières.</li> </ul>

Priorité	Pourquoi est-ce une priorité? Qui en profite?	Obstacles	Occasions pour l'action
<p><b>Tableau 4 : Améliorer l'accès et l'agence</b></p> <p><b>Comment améliorer l'accès aux ressources et l'action des groupes marginalisés pour favoriser un développement résilient au climat, juste et mené localement?</b></p> <p>Recherche axée sur les résultats pour améliorer la participation, la capacité et l'accès à l'information, à la technologie et aux ressources naturelles.</p>	<p>Réduire les inégalités entre les genres produites par les changements climatiques et soutenir les groupes qui sont les plus touchés par la crise climatique.</p> <p>Les groupes marginalisés, les communautés et la société dans son ensemble bénéficieraient d'une plus grande justice climatique fondée sur les principes de justice, d'équité et d'inclusion.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relations de pouvoir inégales, absence de volonté politique de transférer les ressources ou de soutenir l'intégration de la dimension de genre dans les politiques. Groupes concernés incapables de faire valoir leurs droits.</li> <li>• Manque d'expertise et de capacité parmi les intervenants impliqués, les efforts de recherche n'atteignent pas les communautés confrontées aux problèmes, les parties prenantes sont réticentes à participer en raison d'autres priorités.</li> <li>• Les barrières culturelles, les normes et les structures sociales ne reconnaissent pas l'égalité ou l'inclusion dans la prise de décision et ne cultivent pas la diversité des dirigeants.</li> <li>• Manque de compréhension et de données sur la façon dont le climat a des répercussions sur les différents groupes de personnes.</li> <li>• Des approches inappropriées en matière de finance. Une</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des instruments juridiques progressistes et une protection pour ceux qui défendent les droits des communautés à des réponses justes, équitables en termes de genre et socialement inclusives pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter.</li> <li>• Participation à la prise de décision, étendre la formation aux technologies résilientes au climat, diffuser les connaissances et défendre les changements en matière de politique.</li> <li>• Montrer l'exemple : faire la démonstration d'un développement résilient au climat au niveau du district, mettre en œuvre des plans de développement utilisant des informations climatiques et des approches d'adaptation qui font progresser l'égalité des genres et l'inclusion sociale.</li> <li>• Des connaissances et des preuves sur les personnes exclues et les personnes incluses, sur la manière dont les relations et les droits évoluent dans le temps et à travers les niveaux, en prêtant attention aux relations de pouvoir et aux normes sociales.</li> </ul>

		attention insuffisante aux réponses à plus long terme, sensibles au genre et dirigées par le Sud.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Finance et actions qui aident les femmes à posséder des terres et d'autres biens.</li></ul>
--	--	---	---

## Annexe C : Participants inscrits à l'atelier

**Saqib Abbasi**, Pakistan Agricultural Research Council (PARC)

**Bhim Adhikari**, Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

**Ojong Baa. E.**, consultante en genre, Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR)

**Chiranjibi Bhattarai**, Nepal Water Conservation Foundation (NWCF)

**Hilary Clauson**, Fonds Égalité

**Logan Cochrane**, Université Carleton, Études mondiales et internationales

**Michelle du Toit**, SouthSouthNorth (SSN)

**Mairi Dupar**, Overseas Development Institute (ODI) / Climate Development Knowledge Network (CDKN)

**Ricardo Fort**, Group for the Analysis of Development (GRADE)

**Edidah Lubega Ampaire**, Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

**Amina Maharjan**, International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD)

**Alice McClure**, University of Cape Town

**Lisa McNamara**, Climate Development Knowledge Network (CDKN) / SouthSouthNorth (SSN)

**Shehnaaz Moosa**, Climate Development Knowledge Network (CDKN) / SouthSouthNorth (SSN)

**Daniel Morchain**, International Institute for Sustainable Development (IISD)

**Pulchérie Nomo Zibi**, SOCODEVI

**Marwan Owaygen**, Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

**Ana Portocarrero**, KIT Royal Tropical Institute

**Anjal Prakash**, Bharti Institute of Public Policy, Indian School of Business

**Nitya Rao**, University of East Anglia

**Robi Redda**, Climate Development Knowledge Network (CDKN) / SouthSouthNorth (SSN)

**Chandni Singh**, Indian Institute for Human Settlements (IIHS)

**Victoria Tiscornia**, Fundación InterAmericana del Corazón (FIC Argentina)

**Stefanie Tye**, World Resources Institute (WRI)

**Walter Ubal Giordano**, Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

**Siera Vercillo**, University of Waterloo, School of Environment, Enterprise and Development

**Katharine Vincent**, Kulima Integrated Development Solutions

**Francis Wambalaba**, United States International University Africa (Kenya)